



# FRANCE

## ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

### Au ministère, une cellule consacrée à la rescolarisation en urgence

**ON NE VOIT QU'ELLE** quand on entre dans la petite pièce jouxtant le salon Jacqueline-de-Romilly, au premier étage de l'hôtel de Rochechouart, siège du ministère de l'éducation nationale à Paris : projetée sur un écran plat, une carte de France où figurent les trente académies et, dans chacune, le nombre d'enfants ukrainiens arrivés dans l'Hexagone et déjà rescolarisés à l'école, au collège ou au lycée. C'est ce chiffre, chaque soir, qui est transmis au locataire des lieux, Jean-Michel Blanquer, par sa « cellule Ukraine » inaugurée, au 110, rue de Grenelle, une semaine après le déclenchement de l'offensive russe, le 24 février.

Ce lundi 11 avril, le décompte a atteint 10 539 nouveaux élèves inscrits. La majorité (60 %) d'entre eux l'est au primaire, un petit tiers au collège, le reste, au lycée. Au 8 mars, l'éducation nationale ne recensait encore que 250 arrivées. « On a donc multiplié par plus de 30, en un mois, les effectifs accueillis, commente Florentine Petit, cheffe de département à la délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération, qui a pris ses quartiers

dans le 7<sup>e</sup> arrondissement parisien, avec quatre autres experts, pour piloter la cellule. *Même si la pression semble un peu moindre depuis quelques jours, nous savons que ça peut repartir.* » Environ 3 570 jeunes Ukrainiens âgés de 3 à 16 ans – l'âge, en France, de la scolarisation obligatoire – sont en attente d'une affectation.

#### « Forte pression »

La carte permet de visualiser, d'un coup d'œil, les « points d'entrée » – les académies de Nice, Versailles, Grenoble, Normandie, Strasbourg et Lyon, où le nombre d'enfants rescolarisés est, à l'heure actuelle, le plus important. D'autres territoires semblent moins concernés, mais « les chiffres ne disent pas tout », concède Amélie Miermont, de la direction générale de l'enseignement scolaire, elle aussi intégrée à la cellule ministérielle : des territoires comme Dijon ou Clermont-Ferrand ont « encaissé », au cours de la semaine écoulée, une « forte pression ». Dans le premier, les jeunes rescolarisés sont passés de 165 à 268 ; dans le second de 143 à 213.

Chaque rectorat a mis en place sa propre cellule pour faciliter la remontée des données.

Au-delà du bilan statistique, c'est la « temporalité particulière » qui met le système éducatif au défi : « Accueillir et scolariser des enfants allophones [dont la langue maternelle n'est pas le français], ce n'est pas nouveau pour les enseignants », rappelle Florentine Petit. Quelque 68 000 de ces élèves, de toutes origines, étaient recensés avant la crise sanitaire. « Ce qui est nouveau, poursuit la responsable, c'est que ces jeunes arrivent plus nombreux dans un temps beaucoup plus court que lors des précédentes vagues de migration. »

C'est sous quinze jours, « si possible », qu'il faut pouvoir leur faire une place dans les classes. Reste à savoir s'ils y resteront. « On ignore, à ce stade, combien de familles sont en transit, combien essaient déjà de rentrer en Ukraine et combien espèrent rester », souffle-t-on au cabinet de Blanquer. La « cellule Ukraine », elle, même si elle avance au jour le jour, se projette déjà vers la rentrée. ■

MATTEA BATTAGLIA

